

## Pour el Djil el Djadid

« Nous sommes au bout du rouleau, nous manquons de moyens matériels et financiers. Nous souffrons parfois de l'incompréhension des pouvoirs publics. » Tel a été le thème de la conférence de presse tenue le 1<sup>er</sup> mars à Alger par les responsables de « El Djil el Djadid » (Génération Nouvelle). Djamilia Bouhired entourée de Zohra Bitat-Driff et du secrétaire général de l'association Abderromane Naceur a lancé un appel à l'aide : « Nous avons actuellement à Djil el Djadid, 2.059 enfants répartis dans 15 centres. Les dépenses pour chacun d'eux est de l'ordre de 800 francs (anciens) alors qu'à l'époque de la colonisation, les centres sociaux disposaient de 1.700 francs par enfant ; cela fait une différence énorme sur laquelle vient se greffer le manque général de matériel. Ce ne sont pas les problèmes de la capitale ou des centres qui créent l'angoisse, ce sont ceux de la jeunesse de l'intérieur. C'est là que les familles ont été les plus éprouvées par la guerre et l'on y rencontre nombre d'orphelins et d'inadaptés. Sans moyen on ne peut rien. C'est une question de vie ou de mort.

Mais il y a une mise au point nécessaire. En effet on a parlé de collectes faites dans les pays arabes frères. Mais notre tournée n'a abouti jusqu'à présent qu'à des promesses. Deux cent millions d'anciens francs en Egypte, 300 millions de l'Irak, 65 millions de Syrie et 600 millions du Koweït. Mais tout cela reste à l'état de promesses. »

Nous savons que par ailleurs, un Comité d'initiative pour une Association de Solidarité à l'Algérie Nouvelle s'évertue à lancer une campagne d'aide à l'enfance algérienne et notamment pour les orphelins dont le nombre atteint et même dépasse peut-être 200.000, dont la moitié sont des orphelins de guerre, de la guerre que l'impérialisme français fit à ce peuple, également au nom des masses travailleuses de ce pays. Sans attendre une initiative, que nous croyons proche, et de grande ampleur nous vous appelons à prendre directement contact avec l'association « El Djil el Djadid » Hautmont, chemin de la Madeleine, Hydra (Algérie), à lui envoyer le fruit de vos collectes.

# NOTES ALGÉRIENNES

Il serait présomptueux d'aboutir à des conclusions définitives après un court séjour à Alger, ville qui ne peut témoigner pour toute l'Algérie, et une brève visite dans la plaine de la Mitidja, à 50 km de la capitale du jeune Etat indépendant. Ce qu'on voit et ce qu'on entend est en pleine évolution.

Il reste encore nombre de pieds noirs, et il n'est pas difficile de s'apercevoir qu'ils n'ont rien appris. Mais s'ils sont encore capables de commettre individuellement des malproprietés envers les Algériens, ils ne constituent plus la force sociale sur laquelle pourrait compter l'impérialisme français pour s'assurer des positions sérieuses en Algérie. Le vrai danger pour les masses algériennes, aujourd'hui, c'est le néo-colonialisme, c'est-à-dire le développement et le pouvoir d'une bourgeoisie algérienne qui aurait l'appui du capitalisme mondial. Et ce danger n'est pas du tout insignifiant.

Au cours des années de guerre, le capital « indigène » s'est accru assez considérablement : selon certaines estimations serait passé de deux cent à six 600 milliards d'anciens francs. Pour de multiples raisons, c'est avant tout du capital commercial, se portant dans des entreprises d'import-export, dans le commerce intérieur, dans les services, etc. A Alger, cela se traduit dans le passage de magasins, restaurants, hôtels, cafés qui avaient un standing élevé, même pour les Européens, aux mains d'Algériens qui les ont achetés aux anciens propriétaires qui quittaient le pays. Comme dans toute période de bouleversements sociaux, certains ont fait des profits personnels. On cite également des cas de corruption. Pour l'avenir, cette bourgeoisie algérienne peut trouver ses sources de profits dans deux domaines principaux, étant donné la structure économique actuelle de l'Algérie : une suction du surproduit de l'agriculture et de l'élevage (soit par les bénéficiaires du commerce extérieur, soit par ceux du commerce intérieur), des commandes de l'Etat qui a besoin d'équipements de toutes sortes. Si rigoureuse et si vigilante que soit la politique du pouvoir envers cette bourgeoisie algérienne, celle-ci ne peut manquer de constituer une force sociale qui acquerra pendant toute une période de la chair et du sang.

Le handicap peut-être le plus lourd en cette période de départ, c'est le petit nombre pour ne pas dire l'absence de cadres dans tous les domaines.

On sent partout une volonté et une énergie extraordinaires pour sortir le pays de la situation où la colonisation l'avait laissé, mais on s'aperçoit partout que volonté et énergie manquent d'un point d'application faute de cadres, de connaissances. Nous avons vu des hôpitaux où des services importants ont dû être confiés à des hommes qui ne faisaient qu'achever leurs études médicales. Et la médecine était une des branches où les Algériens étaient dans une proportion plus grande que dans les autres domaines des sciences et des techniques. Des européens reviennent à présent en Algérie, après avoir fui l'été dernier dans les conditions créées par la terreur O.A.S. ; malheureusement ce ne sont pas les éléments les plus qualifiés techniquement qui le font (probablement parce que ceux-ci ont pu plus facilement trouver des emplois en France). Le pouvoir en Algérie se trouvera inéluctablement placé devant la nécessité de procéder à une « formation professionnelle accélérée » dans tous les domaines, depuis

l'enseignement supérieur jusqu'à la formation d'ouvriers qualifiés, en passant par l'enseignement élémentaire, pour lequel les difficultés se trouvent multipliées du fait que, tant pour les français que pour l'arabe, il manque et des enseignants et des manuels appropriés. Avec les efforts les plus grands, il y a à un goulot de quelques années avant que l'Algérie ne possède une quantité appréciable d'hommes et de femmes indispensables pour assurer un véritable essor.

Un autre handicap est celui des crédits dont peut disposer le gouvernement algérien. Il est vrai que l'impérialisme français et, aussi, l'impérialisme améri-

campagnes et les villes pour passer ultérieurement à la construction d'une société socialiste, cela se faisant non sans crises intérieures provenant du conflit de couches sociales différemment orientées et non sans que des développements internationaux se produisent qui peuvent perturber davantage encore une orientation aussi délicate.

Aux divers échelons, les militants que nous avons rencontrés et qui se montrent à la fois les plus dévoués et les plus conscients ont une telle perspective : traverser quelques années de difficultés considérables avant de pouvoir déboucher en disposant de forces plus nombreuses et

La coopération ouvrière Aissat Idir, de Blida.

Pour préparer aujourd'hui un avenir socialiste à l'Algérie, il faut notamment y créer nombre de bastions qui pourront servir à lutter contre les secteurs capitalistes étranger et algérien, qu'il serait économiquement dangereux pour ne pas dire impossible d'éliminer à présent. L'installation et l'organisation de tels bastions trouvent naturellement comme point de départ des propriétés immobilières et mobilières, industrielles et agricoles, abandonnées en quantités massives par les pieds-noirs et qui sont appelés en Algérie « biens vacants », le gouvernement de l'Algérie indépendante ayant repris l'expression utilisée il y a plus d'un siècle, lors de la colonisation, par le général Bugeaud pour spolier le peuple algérien et servir les candidats colons.

Des terres, des fermes, des entreprises industrielles, des magasins, des locaux d'habitation, etc., on trouve tout cela en Algérie qui n'ont plus de propriétaires sur les lieux. Comment utiliser tout cela pour préparer les bases de départ économiques d'une Algérie socialiste ?

Parmi les expériences qui sont en cours, nous voulons donner un bref aperçu sur la « coopérative Aissat Idir » de Blida qui est probablement celle qui se trouve la plus en flèche, bien qu'elle n'ait guère plus de trois mois d'existence.

La région est certainement une des plus favorables pour une telle expérience : dans la très riche plaine de la Mitidja, à la fois distante d'Alger où il y aurait certainement toutes sortes de difficultés, notamment sur le plan de la concurrence, mais pas trop distante, ce qui permet d'être à proximité de l'aide que seul le pouvoir central peut assurer.

L'âme de l'opération, c'est le frère Boudissa Safi, qui est membre de la direction des syndicats algériens et qui a donné à l'entreprise qu'il anime le nom du leader syndicaliste algérien Aissat Idir, assassiné par l'impérialisme français. Ce qui caractérise l'œuvre qu'il a entreprise, c'est qu'il n'a pas été dominé par une conception étroite, on pourrait dire corporative, mais qu'il a vu tout de suite grand en fonction de l'avenir qu'il veut assurer à l'Algérie. La coopérative ouvrière d'Aissat Idir englobe toute une série d'entreprises qui, à Blida et dans les environs, et même dans des environs assez éloignés, ont été abandonnées par des pieds-noirs et ces entreprises se trouvent désormais réunies sous une même direction, avec un même but.

Que trouve-t-on déjà dans la coopérative Aissat Idir ? En voici une première énumération qui, on peut en être sûr, ne sera pas limitative :

— 20 fermes couvrant 5.000 ha, une carrière, une briqueterie, une entreprise de bâtiment, une fabrique de vêtements de travail, une fabrique de limonade, des magasins d'alimentation y compris des boucheries, une imprimerie, hôtel et restaurant ouvriers, des boutiques diverses (quincaillerie, etc.), les cinémas de Blida, une coopérative de pêcheurs de Castiglione située à une trentaine de km de Blida...

Il ne s'agit pas d'une création formelle, faite sur le papier et qui n'aurait qu'une existence fantomatique : nous avons cité ce qui fonctionne déjà et qui, selon les aspirations de ceux qui dirigent la coopérative, s'adjointra

plus qualifiées. C'est là une bataille formidable dans laquelle les révolutionnaires du monde entier doivent participer en aidant l'Algérie nouvelle et ses forces aspirant au socialisme.

Le danger signalé par R. Dumont pour l'Afrique noire, à savoir celui de vouloir singer les pays économiquement développés, ne nous est pas apparu, et nous avons même vu chez de nombreux militants une volonté d'austérité indispensable dans les conditions présentes. La simplicité règne aux instances les plus élevées. Il y a bien entendu des gens qui, disposant d'un certain pouvoir local, en abusent, mais le pouvoir central n'hésite pas à sévir.

La question des pratiques religieuses soulève des problèmes chez certains révolutionnaires européens. Nous pensons qu'il faut être prudent en la matière. Il existe un besoin très légitime d'affirmer une personnalité propre de l'Algérie et de son peuple contre tant d'années de colonisation. Or, arabisme et islamisme sont pas mal enchevêtrés dans la conscience des masses, et dans le domaine des mœurs, le temps est un facteur indispensable pour faire les discriminations et pour aboutir à un équilibre.

Sur une question particulièrement importante, le pouvoir est très ferme : c'est celui de l'aide à la révolution africaine en particulier, et aux mouvements révolutionnaires des pays encore colonisés, car il comprend que sa propre existence, le développement de l'expérience algérienne hors du néo-colonialisme ne peuvent être garantis que si la révolution coloniale est poussée à fond. L'Algérie tendra certainement à devenir le centre des courants révolutionnaires de l'Afrique, comme Cuba l'est pour l'Amérique latine (1). On ne saurait sous-estimer les heurts possibles à ce sujet entre le pouvoir algérien et le monde impérialiste. Car l'Afrique centrale et, surtout, l'Afrique du Sud avec ses mines d'or constituent un domaine d'une importance exceptionnelle pour le fonctionnement du système capitaliste.

Le point qui nous a paru le plus faible, c'est le parti. Les militants ne manquent pas, et on doit dire qu'il n'y a aucun esprit de bien-oui-oui ; ils sont tous surchargés de tâches. Mais le parti en tant que tel, en tant qu'organisation, nous a paru manquer de « présence ». Autrement dit, bien que le pouvoir ait été le produit de la lutte du peuple algérien, on ne voit pas fonctionner ce qui devrait être la principale courroie de transmission politique entre les masses et le pouvoir.

Tout compte fait, la révolution algérienne au lendemain de l'accession à l'indépendance acquise après huit années de combats douloureux se trouve devant une situation faite d'éléments disparates qui, entraînent inévitablement pour plusieurs années une politique complexe. Sauf de nouveaux événements, imprévisibles qui entraîneraient, comme à Cuba une accélération des rythmes.

Le pouvoir est composé à présent d'éléments socialement et politiquement différents, mais on doit aussitôt ajouter que le noyau principal, le noyau actuellement décisif qui se trouve dans le Bureau politique, est celui qui s'appuie sur les masses les plus pauvres des villes et surtout des campagnes. C'est là sa force essentielle. Mais il ne peut pas automatiquement mettre le cap sur une socialisation largement étendue sans risquer de provoquer des conséquences catastrophiques. Pendant quelques années, il aura à permettre un développement de forces bourgeoises, composer dans certains domaines avec le capitalisme étranger et à créer des bastions dans les

son intervention qui ne laissait aucune équivoque sur le plan politique. Ajoutons un aspect éminemment sympathique de cette

réunion. Pas de protocole. Une réunion très simple, très sobre. Le bureau sur le même plan que les auditeurs ; ceux qui étaient

au bureau, assis sur des chaises comme celles des auditeurs. On ne peut souhaiter que le maintien d'une telle atmosphère.

1) Nous avons assisté à la réunion d'inauguration du Bureau du M.P.L.A. à Alger présidée par Ben Bella. La presse a rapporté

son intervention qui ne laissait aucune équivoque sur le plan politique. Ajoutons un aspect éminemment sympathique de cette

réunion. Pas de protocole. Une réunion très simple, très sobre. Le bureau sur le même plan que les auditeurs ; ceux qui étaient

au bureau, assis sur des chaises comme celles des auditeurs. On ne peut souhaiter que le maintien d'une telle atmosphère.